

CONSTRUCTION D'UNE CRECHE

Rue Gérard Fortier

10 700 ARCIS SUR AUBE

ARCHITECTE :

TDA
9 rue de l'abattoir
08 000 CHARLEVILLE MEZIERES



BUREAU CONTROLE :

QUALICONSLT
Pôle technologique Farman - 3 rue E.
Oehmichen
BP 302
51 068 REIMS Cedex
Tél : 03 26 36 76 00 Fax : 03 26 06 52 31
Mél : reims.qc@qualiconsult.fr



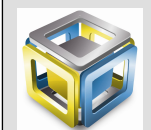
COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :

QUALICONSLT
Pôle technologique Farman - 3 rue E.
Oehmichen
BP 302
51 068 REIMS Cedex
Tél : 03 26 36 76 00 Fax : 03 26 06 52 31
Mél : reims.qc@qualiconsult.fr



BUREAU D'ETUDE STRUCTURE :

GECIBAT
29 avenue Charles BOUTET
08 000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél : 03.24.56.34.42 Fax : 03.24.58.00.58
Mél : contact@gecibat.fr



B.E.T GECIBAT Sarl

BUREAU D'ETUDE THERMIQUE :

DCEF
2 impasse du ruisseau
51 520 LA VEUVE
Tél : 03.26.67.79.06



BUREAU D'ETUDE ELECTRICITE :

BATELEC
14 rue des Tournelles
51 100 REIMS
Tél : 09.54.05.42.81
Mél : batelec.loppin@gmail.com



ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

MIOT Christophe
3 rue notre dame
08 400 FALAISE
Tél : 06.87.38.35.86
Mél : miot.christophe@free.fr



Communauté de communes
Arcis Mailly Ramerupt



Val de l'Aube
L'audace d'un territoire

MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de communes d'ARCIS MAILLY
RAMRUPT
5 rue aristide BRIAND
10 700 ARCIS SUR AUBE
Tél : 03.25.37.69.42
Mél : cdc.arcis@orange.fr

Lot n°10

REVETEMENTS MURAUX

CCTP

Dossier	A 1184
Date	30/03/2021
Phase	DCE
Indice	

SOMMAIRE

10.1 GÉNÉRALITÉS - CARRELAGE.....	3
10.1.1 Étendue des travaux.....	3
10.1.2 Spécifications et prescriptions générales.....	3
10.1.3 Prescriptions concernant la mise en œuvre.....	5
10.1.4 Prescriptions concernant les produits et matériaux.....	8
10.1.5 Documents de référence contractuels.....	9
10.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	15
10.2.1 PRORATA - PREPARATIONS.....	15
10.2.2 PEINTURES - REVETEMENTS MURAUX.....	16

Code	Désignation
10.1	GÉNÉRALITÉS - CARRELAGE
10.1.1	Étendue des travaux
10.1.1.1	<p>* Description succincte des travaux :</p> <p>Le présent Devis Descriptif a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées à la construction d'une crèche à ARCIS SUR AUBE</p> <ul style="list-style-type: none"> - La préparation des supports - La fourniture et mise en oeuvre des revêtements muraux - La mise en peinture suivant localisation - La réalisation d'ouvrages accessoires - La fourniture et pose d'équipements complémentaires - Le nettoyage de fin de chantier pour livraison des locaux - Le maintien de l'état de propreté général du chantier <p>L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.</p>
10.1.2	Spécifications et prescriptions générales
10.1.2.1	<p>Contrôle et réception des matériaux sur chantier</p> <p>Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant mise en œuvre. Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits. En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur. Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au chapitre « Documents de référence contractuels ». Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.</p>
10.1.2.2	<p>Liaisons entre les corps d'état</p> <p>A. Préambule La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations • chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires • chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble • tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état. <p>À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux. L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état. En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état. En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite, de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.</p> <p>B. Coordination avant et pendant les travaux Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • remettre à l'entreprise de gros œuvre par l'intermédiaire du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent Lot • remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot. <p>En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.</p>
10.1.2.3	<p>Local ou locaux de stockage</p> <p>La mise à disposition du local ou des locaux nécessaire(s) au stockage des matériaux approvisionnés sur chantier et les opérations de séchage, de maintien en état de siccité et de chauffage si nécessaire de ce local ou de ces locaux fait partie des obligations du maître d'ouvrage. En tout état de cause, les conditions de stockage des matériaux approvisionnés devront impérativement respecter les préconisations du fournisseur.</p>
10.1.2.4	<p>Assurances et garanties</p> <p>Pour les travaux de peinture, le ou les fabricant(s) et l'entrepreneur doivent engager leur responsabilité et accorder leur garantie au maître d'ouvrage.</p> <p>A. Garantie du fabricant Les produits des fabricants sont couverts, dans le cadre de la Responsabilité Civile Fabricant, pour une Garantie produit couvrant les vices de fabrication qui pourraient affecter leur bonne tenue ou leur efficacité. Dans ce cas, la garantie couvre le remplacement du produit et la prise en charge des frais occasionnés par ce remplacement.</p> <p>B. Garantie de l'entrepreneur La garantie de l'entrepreneur est régie par l'assurance construction (article 1792 du Code Civil). Cette loi lui impose :</p>

Code	Désignation
	<ul style="list-style-type: none"> • une garantie de bon fonctionnement de deux ans à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant une fonction décorative : produits de façades de Classe D et produits et systèmes à fonction principale décorative • une garantie décennale à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant également une fonction technique : revêtements de façades de Classes I et T. <p>La mise en œuvre des revêtements techniques doit faire l'objet d'une déclaration de cette activité à l'assureur.</p> <p>La mise en œuvre de revêtements dits de technique non courante (procédés hors DTU par exemple) nécessite la souscription de garanties complémentaires à la décennale de base de l'entrepreneur.</p> <p>C. Garantie contractuelle de bonne tenue</p> <p>Fabricant et entrepreneur peuvent prolonger conjointement la durée de garantie légale des gammes décoratives et des revêtements de façades de Classe D pour la porter à cinq ou dix ans dans le cadre d'un marché de travaux.</p> <p>Cette garantie optionnelle est alors souscrite par l'entrepreneur auprès du fabricant lorsque le maître d'ouvrage l'exige.</p> <p>Pour certains revêtements, cette prolongation de garantie peut se faire par la souscription d'un contrat d'entretien périodique.</p>
10.1.2.5	<p>Contrat d'entretien périodique</p> <p>Pour les travaux de revêtements de façades de classe D.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les entrepreneurs seront tenus de joindre à leur offre un projet de « contrat d'entretien périodique » • les entrepreneurs pourront joindre à leur offre un projet de « contrat d'entretien périodique ». <p>Ce projet de contrat d'entretien devra être établi sur la base de la norme T30-806.</p>
10.1.2.6	<p>Prescriptions techniques</p> <p>A. Généralités</p> <p>Il est rappelé que l'entrepreneur du présent Lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au maître d'œuvre, les manques de compatibilité, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur du présent Lot sera contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des CCTP des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints, ainsi que toutes les conditions de prestations des autres corps d'état pouvant avoir une influence sur le prix et la qualité des travaux de peinture. <p>L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux et les extérieurs entièrement finis dans les règles de l'art.</p> <p>Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur du présent Lot aura implicitement à sa charge et sans ordre spécial ni supplément de prix, l'exécution de tous travaux préparatoires même non mentionnés au présent CCTP tels que nettoyages de taches éventuelles, isolation des traces de rouille le cas échéant, isolation des taches d'humidité accidentelles et localisées, etc.</p> <p>L'entrepreneur aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.</p> <p>B. Liste des produits</p> <p>L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au maître d'œuvre pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser.</p> <p>Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les produits qui ne correspondraient pas aux conditions et prescriptions du présent CCTP.</p> <p>C. Assistance du fabricant</p> <p>Quel que soit le contexte, la présence voire l'assistance du fabricant de peintures peut se révéler essentielle, en cours de chantier, pour une adaptation aux besoins réels des travaux.</p> <p>Si l'entrepreneur n'effectue pas cette demande, le maître d'œuvre pourra l'exiger s'il le juge utile.</p> <p>D. Choix des produits</p> <p>Avant tout début de travaux, l'entrepreneur s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des subjectiles dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier.</p> <p>En ce qui concerne les couches d'impression et couches primaires, l'entrepreneur du présent Lot devra se mettre en rapport avec les entrepreneurs intéressés afin de s'assurer que les produits qu'il envisage d'appliquer répondent parfaitement compte tenu de la nature des couches d'impression et couches primaires appliquées.</p> <p>L'entrepreneur fera le cas échéant et par écrit au maître d'œuvre les remarques et suggestions avec toutes justifications à l'appui.</p> <p>En tout état de cause, l'entrepreneur du présent Lot sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les produits pour impressions et couches primaires seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction de la nature et de l'état des subjectiles d'une part, et de la nature du type des produits de finition d'autre part • les produits pour rebouchages et enduits devront être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition. Les enduits devront être adaptés au type de finition lisse ou structurée • les produits pour couches intermédiaires et de finition devront être compatibles avec les produits des couches préparatoires et apprêts, et être de type voulu pour permettre d'obtenir l'aspect de finition demandé • autre : <p>Selon la nature et la qualité de surface des matériaux à revêtir, l'entrepreneur proposera un état de finition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • état de finition C : élémentaire • état de finition B : courante • état de finition A : soignée. • état de finition spécifique : <ul style="list-style-type: none"> • nature des travaux à réaliser : , • état particulier d'aspect de finition : <p>L'entrepreneur devra également tenir compte dans le choix des produits, des atmosphères intérieures particulières rencontrées (humides, agressives, etc.) sur le chantier concerné.</p> <p>E. Choix des teintes</p> <p>Le choix des teintes appartient au maître d'œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou autre teinte, ainsi que pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, rechapissage ou autres, par dérogation aux spécifications du cahier des charges du NF DTU 59.1. <p>Le maître d'œuvre pourra demander l'emploi de couleurs vives, sans majoration de prix, dans la limite de 30 % de la surface totale.</p> <p>Pour permettre le repérage ou la vigilance par le public, les visiteurs ou les occupants, y compris les personnes malvoyantes, il est nécessaire de réaliser un contraste de teintes dans l'environnement. Notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le repérage de tout élément ou équipement, dispositif de commandes ou de service • l'orientation • la mise en évidence d'un danger imminent • la signalétique et la signalisation, verticales ou horizontales.

Code	Désignation
	<p>Pour garantir ce contraste visuel, celui-ci doit être d'au minimum 70 % entre la teinte du dispositif, de l'équipement ou du revêtement par rapport à son environnement immédiat.</p> <p>F. Surfaces de référence</p> <p>Les surfaces de référence, dont le nombre et la superficie seront déterminées par le maître d'œuvre, devront obligatoirement être traitées avec les produits et les procédés prescrits pour chaque système.</p> <p>Il est exécuté autant de surfaces de référence qu'il y a de types de subjectiles et de systèmes de peinture.</p> <p>Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander au fournisseur du ou des produits concernés, de suivre la réalisation de ces surfaces de référence.</p> <p>G. Éprouvettes échantillons d'aspect</p> <p>À l'origine des travaux, une éprouvette échantillon d'aspect du revêtement (brillant, texture, couleur) peut être exécutée par l'entrepreneur.</p> <p>Le nombre des éprouvettes échantillons d'aspect à réaliser par l'entrepreneur sera défini par le maître d'œuvre.</p> <p>En tout état de cause, l'entrepreneur devra présenter des éprouvettes jusqu'à obtention exacte des couleurs demandées</p>
10.1.2.7	<p>Protection de l'environnement - Lutte contre la pollution</p> <p>L'entrepreneur sera tenu de prendre, dans la mesure du possible, les dispositions suivantes dans le cadre de la lutte contre la pollution et de la protection de l'environnement.</p> <p>Pour les peintures de façades, les peintures généralement utilisées sont des peintures en phase aqueuse.</p> <p>Il est donc demandé à l'entrepreneur d'utiliser dans toute la mesure du possible et sauf impossibilité technique, des peintures et des laques en phase aqueuse.</p>
10.1.2.8	<p>Prescriptions diverses</p> <p>A. Raccords</p> <p>Dans le cadre de l'exécution de son marché, le présent Lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux des autres corps d'état.</p> <p>B. Protection des ouvrages des autres corps d'état - Nettoyages</p> <p>Le présent Lot devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés.</p> <p>Il devra le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les tâches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.</p> <p>Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.</p> <p>Les plaques des appareillages électriques seront déposées et reposées après travaux de peinture, par le présent Lot.</p> <p>C. Gestion des clés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si les Clauses communes à tous les Lots ne précisent pas un entrepreneur déterminé en charge de la gestion des clefs jusqu'à la réception, l'entrepreneur du présent Lot devra assurer cette gestion pendant la durée de ses travaux.
10.1.2.9	<p>Opérations de contrôle</p> <p>A. Échantillons</p> <p>Les échantillons de produits dont l'emploi est envisagé seront déposés au bureau du maître d'œuvre au plus tard un mois avant l'exécution des travaux de peinture.</p> <p>B. Prélèvements en cours de travaux</p> <p>Si le maître d'œuvre le juge utile, il pourra faire effectuer pendant les travaux des prises d'échantillons qui subiront les analyses voulues, et les frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur si les résultats lui sont défavorables, et la charge du maître d'ouvrage dans le cas contraire.</p> <p>Ces prélèvements se feront dans les conditions précisées au NF DTU 59.1.</p> <p>C. Frais à la charge de l'entrepreneur</p> <p>Par frais afférents à une opération de contrôle, il faut entendre tous ceux entraînés par les travaux, emploi de main d'œuvre, de matériaux pour prélèvements, les transports et manutentions nécessaires à cette opération, et le coût des analyses.</p> <p>De plus, l'imputation des frais à l'entreprise n'affecte en rien les conséquences que les résultats défavorables peuvent entraîner par ailleurs.</p>
10.1.2.10	<p>Essais et vérifications</p> <p>Les essais et vérifications seront à effectuer selon le NF DTU 59.1.</p> <p>La réception des travaux sera effectuée après l'achèvement des travaux de peinture et séchage parfait.</p> <p>L'état de finition des surfaces réceptionnées sera conforme à celui prévu au CCTP., aux prescriptions du NF DTU 59.1 et à l'aspect présenté par les surfaces de référence exécutées.</p> <p>De faibles écarts de couleur et de brillance sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment.</p> <p>En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il sera procédé à la vérification des caractéristiques visées au NF DTU 59.1.</p> <p>En cas de non-conformité, l'entrepreneur de peinture devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires.</p>
10.1.3	<p>Prescriptions concernant la mise en œuvre</p>
10.1.3.1	<p>Règles générales d'exécution</p> <p>A. Prescriptions générales relatives aux produits</p> <p>Tous les produits à utiliser devront être adaptés aux conditions rencontrées et en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures, de l'exposition en atmosphère agressive, etc.</p> <p>Les produits de marque seront uniquement utilisés suivant le mode d'emploi obligatoirement indiqué par le fabricant. Les travaux préparatoires devront être compatibles avec ces produits de marque.</p> <p>Les couches d'impression devront être ajustées aux subjectiles en raison des différences d'absorption de ces derniers.</p> <p>B. Prescriptions concernant les subjectiles</p> <p>B.1 Prescriptions générales concernant les subjectiles</p> <p>Les subjectiles devront répondre aux prescriptions du NF DTU 59.1.</p> <p>En particulier, pour les subjectiles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en béton brut de décoffrages intérieurs et extérieurs et produits industriels en béton • à base de liants hydrauliques (enduits au mortier) • maçonneries en blocs et dalles de béton cellulaire sans enduit. <p>Les tolérances de planéité et aspect des parements devront répondre aux prescriptions du DTU susvisé.</p> <p>B.2 Réception et reconnaissance des subjectiles</p>

Code	Désignation
	<p>Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur du présent Lot procédera à la reconnaissance des subjectiles, tant pour en tirer tous renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état de conformité aux prescriptions du DTU.</p> <p>Cette reconnaissance sera effectuée en présence du maître d'œuvre et du ou des entrepreneur(s) ayant réalisé les subjectiles.</p> <p>Elle fera l'objet d'un P.V. de réception signé des présents.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas où l'importance des travaux à entreprendre justifie une attention particulière, des essais préliminaires devront être réalisés sur les supports réels, disponibles, pour apprécier le contexte des nécessités du chantier futur, précaution bien préférable à toute épreuve de laboratoire ou procès-verbal de conformité. De tels essais peuvent se révéler, dans certains cas, si concluants qu'ils entraînent, à bon escient, une modification du descriptif initial. • Dans des cas particuliers, le maître d'œuvre peut demander l'assistance du fabricant lors de la reconnaissance des subjectiles. <p>Subjectiles non conformes</p> <p>Dans le cas de subjectiles non conformes et ne répondant pas aux prescriptions du DTU, l'entrepreneur du présent Lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec toutes justifications à l'appui.</p> <p>Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue d'obtenir des subjectiles conformes.</p> <p>Le maître d'œuvre pourra alors être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.</p> <p>Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés soit par l'entrepreneur ayant réalisé les supports concernés, soit par l'entrepreneur du présent Lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant réalisé le support non conforme.</p> <p>Après exécution de ces travaux complémentaires une nouvelle réception aura lieu, dans les mêmes conditions que ci-dessus.</p> <p>Subjectiles parements béton apparent</p> <p>En ce qui concerne les parements en béton apparent « parement soigné », le gros œuvre aura à sa charge la livraison de ces parements dans un état tel que le peintre, en réalisant les ouvrages préparatoires conforme au NF DTU 59.1 puisse livrer des ouvrages dans un parfait état de finition et conformes aux règles de l'art.</p> <p>Ces parements feront l'objet d'une réception comme les autres subjectiles.</p> <p>C. Travaux préparatoires</p> <p>Les travaux préparatoires devront rendre le subjectile apte à l'application des produits de finition.</p> <p>Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.</p> <p>Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projections de plâtre ou de mortier, taches de graisse, etc.</p> <p>Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire par les soins du fournisseur, le peintre devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les raccords nécessaires sur cette couche primaire.</p> <p>Les travaux préparatoires comprennent notamment selon la nature du subjectile :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dégraissages • le décapage des métaux oxydés • l'enlèvement de la rouille • le dépolissage • l'élimination de la calamine • l'égrenage • le ponçage à sec • l'époussetage • le décapage pour repeindre • le lavage à l'eau sous pression et à la vapeur • le détapissage • le grattage • l'ouverture des fissures • les lessivages ou lavages sous pression d'eau adaptée • l'élimination de la détrempe et de cires • la décontamination des subjectiles • autre : <p>Pour ces travaux préparatoires, la qualité de la main d'œuvre constitue l'essentiel du résultat.</p> <p>Il est ici formellement stipulé que les travaux préparatoires tels que grattage, brossage, époussetage, lavage, etc. devront impérativement être réalisés par une main d'œuvre qualifiée pour ce type de travaux.</p> <p>Le maître d'œuvre refusera systématiquement toutes les peintures pour lesquelles les travaux préparatoires auront été mal exécutés.</p> <p>Les ponçages devront être très soigneusement réalisés, et plus particulièrement sur les subjectiles en contreplaqué et autres panneaux dérivés du bois.</p> <p>L'entrepreneur aura toujours à réaliser tous les ponçages en une ou plusieurs fois, en fonction du type de finition exigé.</p> <p>D. Travaux d'apprêt</p> <p>D.1 Couches d'impression ou couches primaires</p> <p>L'entrepreneur devra avant tout début de travaux, pour chaque type d'impression ou de couche primaire à réaliser sur les différents subjectiles, présenter au maître d'œuvre les différents produits qu'il envisage d'utiliser, avec toutes justifications à l'appui, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'adaptation du produit au subjectile et à son état • la compatibilité du produit avec le subjectile • la compatibilité du produit avec les produits d'enduits et de peinture • l'acceptation du produit par le fabricant du système de peinture prévu sur cette impression ou couche primaire. <p>D.2 Rebouchages - Enduisage</p> <p>Le choix des produits pour rebouchages, ratissages et enduits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • enduits gras • enduits maigres et mixtes • enduits diluables à l'eau, en poudre, en pâte ou pluricomposants <p>sera du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur, en fonction des différents critères, dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nature et état du subjectile • type de produit employé pour l'impression ou la couche primaire • ambiance du local sèche ou humide, ou travaux extérieurs • compatibilité avec le système de peinture prévu • adapté au type de finition prévu • autre : <p>E. Travaux de finition</p> <p>E.1 Couches de peinture</p> <p>Les tons des différentes couches de peinture seront légèrement différents, sauf impossibilité technique, les tons étant pris à partir du subjectile du</p>

Code	Désignation
	<p>plus foncé au plus clair. La peinture de chaque couche devra être correctement croisée, sauf pour certaines peintures. Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toutes irrégularités effacées. Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.</p> <p>E.2 Peinture de finition La qualité de la peinture de finition est primordiale car c'est à ce niveau que sera jugée la qualité des travaux de finition.</p> <ul style="list-style-type: none"> Il est généralement admis qu'une peinture dite « de finition » puisse s'appliquer sans dilution sur une sous-couche de même nature, plus ou moins diluée. Cette habitude, surtout dans le cas de travaux « soignés » ou « très soignés », mérite d'être remise en cause, certaines peintures justifiant la mise en œuvre préalable, d'une sous-couche spécifique, de formulation distincte de celle de la peinture de finition, cette technique conférant, seule, l'aspect final du plus haut degré de qualité. <p>L'entrepreneur de peinture devra veiller à la qualité de sa main d'œuvre et au bon état de l'outillage que celle-ci utilise, faisant contrôler par un responsable de chantier chevronné les opérations de ponçage des enduits et de lissage des peintures de finition.</p> <p>En tout état de cause, l'entrepreneur devra réaliser tous les travaux de finition de peinture et tous travaux accessoires pour obtenir l'état de finition prévu.</p> <p>Après achèvement et séchage de la couche de finition :</p> <ul style="list-style-type: none"> le subjectile devra être totalement marqué les arêtes et moulures devront être dégagées le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le maître d'œuvre les reprises ne devront pas être visibles l'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.
10.1.3.2	Prescriptions particulières relatives à certains subjectiles
10.1.3.2.1	<p>Plafonds en béton</p> <p>Les plafonds en béton apparent, coulés en place ou prédalles, seront livrés à l'entrepreneur du présent Lot, avec ragréages au mortier hydraulique. Ces plafonds seront toujours à enduire sur la totalité de leur surface, sauf dans le cas de finition C.</p> <p>Avant l'opération d'enduisage, le subjectile sera à traiter pour éliminer les résidus du produit de décoffrage.</p> <p>Le choix du type d'enduit à mettre en œuvre est du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur, en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> de l'état de surface du béton de la nature et du type de finition de la peinture prévue de l'ambiance hygrométrique ou particulière du local. <p>Les enduits renfermant du plâtre à l'état de semi-hydrate ne seront pas admis.</p>
10.1.3.2.2	<p>Murs en béton intérieurs</p> <p>Pour les murs devant recevoir une peinture, ce sont les mêmes prescriptions que pour les plafonds.</p> <p>Pour ceux devant recevoir un papier peint ou un revêtement souple collé, un débullage et un enduit de ratissage seront suffisants.</p>
10.1.3.2.3	<p>Traitement des carreaux de plâtre</p> <p>Sur carreaux de plâtre, un enduisage des joints est insuffisant pour obtenir une finition peinture correcte.</p> <p>L'entrepreneur devra sur les subjectiles en carreaux de plâtre, réaliser indépendamment des joints, un ratissage sur la totalité de la surface.</p>
10.1.3.2.4	<p>Menuiseries extérieures en bois</p> <p>L'entrepreneur devra procéder à la reconnaissance des fonds à peindre : essence du bois, état, humidité, etc.</p> <p>La peinture ou la lasure ne pourront être appliquées que sur des bois parfaitement secs.</p> <p>L'emploi de tout produit en phase aqueuse ne sera pas admis.</p> <p>Selon le cas, les bois seront traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> par un système microporeux par un système laque spécifique à cet usage par un produit d'imprégnation décorative pour bois (lasure). <p>Pour remédier à l'altération trop rapide d'une lasure, il peut être appliqué un vernis spécial mis au point pour cet usage par les fabricants.</p>
10.1.3.2.5	<p>Ouvrages en métal ferreux</p> <p>Avant toute peinture, les oxydes se trouvant sur le métal, rouille et calamine doivent être éliminés.</p> <p>Pour les ouvrages extérieurs et ceux situés en ambiance corrosive, ces deux acides devront être éliminés en totalité par projection d'abrasifs.</p> <p>Ces travaux d'élimination de la rouille et de la calamine seront réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> par l'entrepreneur de métallerie, en son atelier par l'entreprise de peinture, dans l'atelier de métallerie ou sur le chantier dans un local clos prévu à cet usage. Dans le cas d'exécution de ces travaux préparatoires par l'entreprise de métallerie, l'entrepreneur du présent Lot devra procéder à la réception de ces ouvrages. Il fera alors part par écrit au maître d'œuvre du résultat de cette réception. Dans le cas de refus de réception par l'entrepreneur du présent Lot, le maître d'œuvre prendra toutes décisions utiles à ce sujet. La couche primaire sera toujours appliquée par l'entrepreneur de peinture.
10.1.3.2.6	<p>Travaux de peinture sur maçonnerie et béton en extérieur</p> <p>Les produits utilisés pour ces travaux devront impérativement répondre aux dispositions des différentes normes applicables en la matière.</p> <p>Les travaux concernent, comme la norme NF EN 1062-1, l'ensemble des supports extérieurs en maçonnerie ou en béton correspondant à des parois ou autres éléments d'ouvrages de construction de bâtiment ou génie civil.</p> <p>A. Application sur supports neufs Les travaux préparatoires avant peinture sont relativement réduits.</p> <p>Le temps suffisant à l'évaporation de l'eau excédentaire à l'eau de constitution étant respecté, les travaux de peinture peuvent être entrepris, un seul échafaudage servant, au besoin, au maçon et au peintre.</p> <p>Ainsi, sur fonds secs et non pulvérulents, après un simple brossage, pour éliminer les quelques dépôts étrangers à la surface, la mise en œuvre d'un système de « peinture usuelle » - en phase aqueuse - peut être effectuée, sans risque particulier, si ce n'est le « risque thermique » :</p> <ul style="list-style-type: none"> par temps froid : dans le cas où la température nocturne est susceptible de devenir rapidement négative, le mécanisme de séchage du feuil de peinture, par coalescence, peut se trouver perturbé et l'on en sera informé à bref délai, éventuellement par le contrôle au moyen d'une goutte de peinture à l'huile, laquelle ne diffusera pas dans un feuil bien formé. L'ouvrage atteint par le gel devra être décapé et le travail recommencé

Code	Désignation
10.1.4	<ul style="list-style-type: none"> • par temps chaud et sec : • sur des façades sujettes à un ensoleillement important et prolongé, la dessiccation trop rapide des peintures en phase aqueuse risque d'entraîner la formation d'un craquelage superficiel du feuill. On peut remédier à cet inconvénient par une dilution accrue de l'impression ou mieux par une humidification préalable du support.
10.1.4.1	<p>Prescriptions concernant les produits et matériaux</p> <p>Règlement européen Produits de construction - Marquage CE</p> <p>Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.</p> <p>Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).</p> <p>Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les normes harmonisées • les documents d'évaluation européens. <p>Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne (ETE) dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.</p> <p>Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.</p> <p>L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.</p> <p>Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables • le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables • le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. » <p>En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.</p> <p>Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.</p>
10.1.4.2	<p>Produits et procédés innovants</p> <p>Dès qu'ils sortent du contexte des techniques « traditionnelles », les constructeurs doivent établir avec leurs partenaires et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis-à-vis des ouvrages réalisés.</p> <p>Nombre des évaluations volontaires ont pour objet de contribuer à l'établissement de ce niveau de confiance, sans lequel l'établissement des projets, leur conduite, leur contrôle et leur réception seraient beaucoup plus compliqués. C'est en particulier le cas de l'Avis Technique (ATeC) et de l'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX). Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en liste « verte » par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC), bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme et un DTU.</p> <p>L'entrepreneur devra pouvoir justifier de l'emploi de produits et procédés innovants bénéficiant d'une Avis Technique valide.</p> <p>Au regard de l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, des « solutions d'effet équivalent » peuvent être proposées, qu'il s'agisse de logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente de bâtiments d'habitation collectifs neufs et des maisons individuelles destinées à la location neuves d'établissements recevant du public neufs ou situés dans un cadre bâti existant, dès lors que le niveau d'accessibilité est au moins équivalent aux usages attendus de la réglementation :</p> <p>« Une solution d'effet équivalent est une alternative technique, technologique ou architecturale qui rend le service ou l'usage prévu par la réglementation, avec la plus grande autonomie possible. Elle est instruite et approuvée exclusivement par une sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA) selon les modalités définies par arrêtés. Elle doit servir au plus grand nombre au sein de la famille de handicap visé et ne doit pas créer de gêne pour des personnes atteintes d'un autre type de handicap ou, plus largement, pour quiconque. La réglementation n'aura ainsi pas à être modifiée pour s'adapter aux évolutions et innovations techniques et technologiques. Elle doit répondre aux « usages attendus », c'est-à-dire aux objectifs réglementaires qui fixent la qualité d'usage, sans pour autant respecter les « caractéristiques minimales », c'est-à-dire la ou les modalités proposées par la réglementation pour y parvenir. Elle est ainsi soumise à une obligation de résultat, mais pas à une obligation de moyens. D'où son intitulé « solution d'effet équivalent ». (Définition élaborée par la DMA en partenariat avec ANFE, APAJH, APF, Bucodes, CAPEB, CEREMA, CFPSAA, CNOA, COPREC, DDT 01/21/38, DHUP, FFB, PP de Paris, Sherp'accès, UNSFA (avril 2018)). En ce sens, l'entrepreneur est à même de proposer une solution novatrice si celle-ci répond aux objectifs réglementaires. Cependant, une solution d'effet équivalent se doit d'être « contextualisée et analysée dans un environnement précis pour être évaluée correctement. Elle ne peut pas être systématisée. Ainsi, une solution peut tout à fait fonctionner et être approuvée dans un contexte et rejetée dans un autre ». La solution d'effet équivalent est instruite et approuvée de manière pérenne exclusivement par une sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA) selon les modalités définies par arrêtés.</p>
10.1.4.3	<p>Fournitures et matériaux</p> <p>Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent Lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :</p> <p>A. Classification des produits de peinture Ces produits sont classés suivant la norme NF T36-005 et ils doivent répondre aux normes énumérées au NF DTU 59.1.</p> <p>B. Produits de marque</p>

Code	Désignation
	<p>Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés.</p> <p>Dans tous les cas où une peinture est définie ci-après par une marque nommément désignée, l'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre une peinture d'une autre marque en apportant la preuve que cette peinture est équivalente en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, opacité, possibilité de lessivage. L'acceptation par le maître d'œuvre des peintures proposées par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.</p>
10.1.5	Documents de référence contractuels
10.1.5.1	<p>Généralités</p> <p>Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive.</p> <p>Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le Code civil • le Code de la construction et de l'habitation • le Code général des collectivités territoriales • le Code des communes • le Code de la santé publique • le Code de l'environnement • le Code de l'urbanisme • le Code rural • le Code du travail • tous les autres codes applicables • le Règlement sanitaire national et/ou départemental • la Réglementation sécurité incendie • la Réglementation accessibilité • les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier • les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux • les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché • etc. <p>ainsi que tous les documents énumérés ci-dessous.</p>
10.1.5.2	DTU et normes DTU
10.1.5.2.1	<p>DTU et normes DTU sur les peintures</p> <p>NF DTU 42.1 (P84-404) : Réfection de façades en services par revêtements d'imperméabilité à base de polymères</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF DTU 42.1 P1-1 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P84-404-1-1) • NF DTU 42.1 P1-2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P84-404-1-2) • NF DTU 42.1 P2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P84-404-2) <p>NF DTU 59.1 (P74-201) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF DTU 59.1 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-201-1-1) • NF DTU 59.1 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-201-1-2) • NF DTU 59.1 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-201-2) <p>DTU 59.3 (P74-203) : Peinture de sols</p> <ul style="list-style-type: none"> • DTU 59.3 (NF P74-203-1) (mai 1993) : Travaux de bâtiment - Peinture de sols - Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (octobre 2000) (Indice de classement : P74-203-1) • DTU 59.3 (NF P74-203-2) (mai 1993) : Peinture de sols - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P74-203-2) <p>DTU 59.4 (P74-204/P74-205) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux</p> <ul style="list-style-type: none"> • DTU 59.4 (FD P74-205) (mars 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et revêtements muraux - Lexique des termes usuels (Indice de classement : P74-205) • DTU 59.4 (NF P74-204-1) (février 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P74-204-1) • DTU 59.4 (NF P74-204-2) (février 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P74-204-2) <p>NF DTU 59.5 (P22-204) : Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF DTU 59.5 P1-1 (janvier 2013) : Travaux de bâtiment - Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P22-204-1-1) • NF DTU 59.5 P1-2 (janvier 2013) : Travaux de bâtiment - Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P22-204-1-2) • NF DTU 59.5 P2 (janvier 2013) : Travaux de bâtiment - Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (CCS) (Indice de classement : P22-204-2)
10.1.5.2.2	<p>DTU et normes DTU sur le plâtre et assimilés</p> <p>NF DTU 25.1 (P71-201) : Enduits intérieurs en plâtre</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF DTU 25.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-1: Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P71-201-1-1) • NF DTU 25.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P71-201-1-2) • NF DTU 25.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives

Code	Désignation
10.1.5.2. 3	<p>spéciales types (Indice de classement : P71-201-2) DTU 25.231 (P68-202) : Plafonds suspendus en éléments de terre cuite</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 25.231 P1-1 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus en éléments de terre cuite - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P68-202-1-1) NF DTU 25.231 P1-2 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus en éléments de terre cuite - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P68-202-1-2) NF DTU 25.231 P2 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus en éléments de terre cuite - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P68-202-2) <p>NF DTU 25.31 (P72-202) : Ouvrages en carreaux de plâtre</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 25.31 (NF P72-202-1-1) (avril 2017) : Ouvrages en carreaux de plâtre - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-202-1-1) NF DTU 25.31 (NF P72-202-1-2) (avril 2017) : Ouvrages en carreaux de plâtre - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-202-1-2) NF DTU 25.31 (NF P72-202-2) (avril 2017) : Ouvrages en carreaux de plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-202-2) NF DTU 25.31 (NF P72-202-3) (juillet 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre - Exécution des cloisons en carreaux de plâtre - Partie 3 : Mémento <p>NF DTU 25.41 (P72-203) : Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées)</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 25.41 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-203-1-1) NF DTU 25.41 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P72-203-1-2) NF DTU 25.41 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à face cartonnées - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-203-2) <p>DTU 25.42 (P72-204) : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 25.42 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-204-1-1) NF DTU 25.42 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-204-1-2) NF DTU 25.42 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-204-2) <p>DTU 25.51 (P73-201) : Mise en œuvre des plafonds en staff</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 25.51 P1-1 (mai 2011) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P73-201-1-1) NF DTU 25.51 P1-2 (mai 2011) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P73-201-1-2) NF DTU 25.51 P2 (mai 2011) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P73-201-2) <p>DTU et normes DTU sur le béton et enduits aux liants hydrauliques</p> <p>NF DTU 21 (P18-201) : Exécution des ouvrages en béton</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 21 P1-1 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P18-201-1-1) NF DTU 21 P1-2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P18-201-1-2) NF DTU 21 P2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales type (Indice de classement : P18-201-2) <p>DTU 22.1 (P10-210) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire</p> <ul style="list-style-type: none"> DTU 22.1 (DTU P10-210/MEM) (juin 1980) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire - Mémento pour la conception des ouvrages + Erratum (septembre 1980) + Additif 1 (octobre 1984) (Indice de classement : P10-210) DTU 22.1 (NF P10-210-1) (mai 1993) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire - Partie 1 : Cahier des charges (Indice de classement : P10-210-1) DTU 22.1 (NF P10-210-2) (mai 1993) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P10-210-2) <p>DTU 23.1 (P18-210) : Murs en béton banché</p> <ul style="list-style-type: none"> DTU 23.1 (NF P18-210) (mai 1993) : Murs en béton banché - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-210) <p>NF DTU 26.1 (P15-201) : Travaux d'enduits de mortiers</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 26.1 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-201-1-1) NF DTU 26.1 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P15-201-1-2) NF DTU 26.1 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-201-2) <p>NF DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques</p> <ul style="list-style-type: none"> NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1) NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2) NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)
10.1.5.3	<p>Normes</p> <p>A. Classification des normes</p> <ul style="list-style-type: none"> NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale

Code	Désignation
	<ul style="list-style-type: none"> • NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale • NF : norme française • CEI : norme européenne (Commission Electrotechnique Internationale). <p>Remarque : l'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).</p> <p>B. Normes</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 9038 (T30-068) - août 2013 - Détermination de la combustion entretenue des liquides • NF ISO 787-17 (T31-223) - février 2003 - Méthodes générales d'essai des pigments et matières de charge - Partie 17 : comparaison du pouvoir éclaircissant des pigments blancs • NF T30-063 (T30-063) - juillet 1976 - Peintures - Détermination de la compatibilité entre deux couches de peintures • NF T30-075 (T30-075) - décembre 1981 - Peintures - Détermination du pouvoir masquant • T30-805 (T30-805) - Avril 15 <p>Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T30-004 (T30-004) - avril 1971 - Peintures - Vocables ou expressions impropres • T30-081 (T30-081) - novembre 1986 - Peintures et vernis - Appréciation du farinage. • NF EN ISO 3668 (T30-095) - mai 2003 - Peintures et vernis - Comparaison visuelle de la couleur des peintures • NF EN ISO 2808 (T30-120) - avril 2007 - Peintures et vernis - Détermination de l'épaisseur du feuil • NF EN ISO 3248 (T30-059) - mai 2001 - Peintures et vernis - Détermination des effets de la chaleur • NF T30-608 (T30-608) - Juil. 10 <p>Peintures et vernis - Enduits de peinture pour travaux intérieurs et/ou extérieurs - Adaptation des enduits de peinture aux nouvelles Normes européennes</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 4628-6 (T30-071-6) - octobre 2011 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 6 : évaluation du degré de farinage par la méthode du ruban adhésif • NF EN ISO 4628-7 (T30-071-7) - avril 2004 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 7 : évaluation du degré de farinage selon la méthode du morceau de velours • NF EN ISO 4628-8 (T30-071-8) - mars 2013 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 8 : évaluation du degré de décollement et de corrosion autour d'une rayure ou d'un autre défaut artificiel • NF EN 16566 (T30-609) - Juil. 14 <p>Peintures et vernis - Enduits de peintures pour travaux intérieurs et/ou extérieurs - Adaptation des enduits aux normes européennes</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 1513 (T30-066) - juillet 2010 - Peintures et vernis - Examen et préparation des échantillons pour essai • NF T30-124 (T30-124) - décembre 1991 - Peintures et vernis - Mesurage de l'épaisseur du feuil sec - Méthode non destructive à flux magnétique. • NF EN ISO 1514 (T30-101) - Mai 05 <p>Peintures et vernis - Panneaux normalisés pour essais</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T30-074 (T30-074) - septembre 1990 - Peintures et vernis - Peintures en phase solvant - Détermination des teneurs en liant et en matières pulvérulentes. • T30-807 (T30-807) - juin 1995 - Peintures et vernis - Peintures pour le bâtiment - Fiche descriptive du produit. • NF EN 1062-1 (T34-721-1) - octobre 2004 - Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 1 : classification • NF EN ISO 2810 (T30-056) - Déc. 04 <p>Peintures et vernis - Vieillessement naturel des revêtements - Exposition et évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> • FD T30-808 (T30-808) - Juil. 16 <p>Peintures et vernis pour le bâtiment - Guide relatif aux produits et systèmes de peintures pour façades - Revêtements minéraux, revêtements organiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • FD T30-805 (T30-805) - Avril 15 <p>Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment</p> <p>Systèmes et spécifications des peintures</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 927-1 (T34-201-1) - Avril 13 <p>Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur - Partie 1 : classification et sélection</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-202 (T34-202) - février 1996 <p>Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection de la surface du bois - Lasures - Spécifications</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 1062-11 (T34-721-11) - Nov. 02 <p>Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 11 : méthodes de conditionnement avant essais</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 1062-3 (T34-721-3) - Mai 08 <p>Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 3 : détermination de la perméabilité à l'eau liquide</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 1062-6 (T34-721-6) - Nov. 02 <p>Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 6 : détermination de la perméabilité au dioxyde de carbone</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 1062-7 (T34-721-7) - Août 04 <p>Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 7 : détermination du comportement à la fissuration</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-810 (T34-810) - avril 1990 - Peintures et vernis - Spécifications des peintures de finition pour pièces sèches • NF T34-811 (T34-811) - avril 1990 - Peintures et vernis - Spécifications des peintures de finition pour pièces humides • NF T34-554-2 (T34-554-2) - Mai 98 <p>Peintures et vernis - Systèmes de peinture anticorrosion - Stabilité dans le temps des caractéristiques colorimétriques d'une peinture de finition pour ouvrage métallique - Partie 2 : détermination sur ouvrage en service</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-600 (T34-600) - Déc. 97 <p>Peintures et vernis - Systèmes de peinture anticorrosion pour la protection des ouvrages métalliques - Spécifications de la classe C 5M.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-722 (T34-722) - Mai 15 <p>Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Classification des revêtements de façade</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-550 (T34-550) - Oct. 95 <p>Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection des ouvrages métalliques - Spécifications.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-551 (T34-551) - octobre 1995 - Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection des ouvrages métalliques - Définition et

Code	Désignation
	<p>confection des éprouvettes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF T34-553 (T34-553) - octobre 1995 - Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection des ouvrages métalliques - Méthodes d'analyse. • NF T34-552 (T34-552) - septembre 1996 - Peintures et vernis - Systèmes de peintures pour la protection des ouvrages en acier - Essai d'immersion au radeau en eau de mer vive - Préparations des subjectiles acier avant peinture par projection • NF T35-506 (T35-506) - septembre 1994 - Peintures et vernis - Peintures primaires d'atelier à la poussière de zinc - Définition des degrés de préparation secondaire de surface. • NF EN ISO 11124-1 (T35-505-1) - mai 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : introduction générale et classification. • NF EN ISO 11124-2 (T35-505-2) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 2 : grenaille angulaire en fonte trempée. • NF EN ISO 11124-3 (T35-505-3) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : grenaille ronde et angulaire en acier coulé à haut carbone. • NF EN ISO 11124-4 (T35-505-4) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : grenaille ronde en acier coulé à bas carbone • NF EN ISO 11125-1 (T35-507-1) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : échantillonnage. • NF EN ISO 11125-2 (T35-507-2) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 2 : analyse granulométrique. • NF EN ISO 11125-3 (T35-507-3) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : détermination de la dureté. • NF EN ISO 11125-4 (T35-507-4) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : détermination de la masse volumique apparente. • NF EN ISO 11125-5 (T35-507-5) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 5 : détermination du pourcentage de particules défectueuses et de la microstructure. • NF EN ISO 11125-6 (T35-507-6) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 6 : détermination des matières étrangères. • NF EN ISO 11125-7 (T35-507-7) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 7 : détermination de l'humidité. • NF EN ISO 11126-1 (T35-508-1) - août 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : introduction générale et classification. • NF EN ISO 11126-10 (T35-508-10) - juin 2005 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 10 : almandite • NF EN ISO 11126-3 (T35-508-3) - septembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : scories de raffinage du cuivre. • NF EN ISO 11126-4 (T35-508-4) - décembre 1998 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : cendres fondues. • NF EN ISO 11126-5 (T35-508-5) - décembre 1998 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 5 : scories de raffinage du nickel. • NF EN ISO 11126-6 (T35-508-6) - septembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 6 : scories de four de métallurgie. • NF EN ISO 11126-7 (T35-508-7) - septembre 1999 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 7 : oxyde d'aluminium fondu. • NF EN ISO 11126-8 (T35-508-8) - septembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 8 : sable d'olivine. • NF EN ISO 11126-9 (T35-508-9) - juin 2005 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 9 : staurolite • NF EN ISO 11127-1 (T35-509-1) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : échantillonnage • NF EN ISO 11127-2 (T35-509-2) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 2 : analyse granulométrique • NF EN ISO 11127-3 (T35-509-3) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : détermination de la masse volumique apparente • NF EN ISO 11127-4 (T35-509-4) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : évaluation de la dureté au moyen d'un essai à la lame de verre • NF EN ISO 11127-5 (T35-509-5) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 5 : détermination de l'humidité • NF EN ISO 11127-6 (T35-509-6) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 6 : détermination des contaminants solubles dans l'eau par conductimétrie • NF EN ISO 11127-7 (T35-509-7) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 7 : détermination des chlorures solubles dans l'eau • NF EN 10238 (A35-511) - septembre 2010 - Produits en acier de construction grenailés par projection d'abrasif et prépeints de façon automatique - Revêtements muraux en rouleaux • NF EN 235 (D63-001) - Fév. 02 <p>Revêtements muraux - Vocabulaire et symboles</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 15102+A1 (D63-013) - Nov. 11 <p>Revêtements muraux décoratifs - Rouleaux et panneaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 12149 (D63-006) - décembre 1997 - Revêtements muraux en rouleaux - Détermination de la migration de métaux lourds et certains autres éléments extractibles, de la teneur en chlorure de vinyle monomère et du dégagement de formaldéhyde • NF EN 12956 (D63-011) - août 1999 - Revêtements muraux en rouleaux - Détermination des dimensions, de la rectitude, de l'épongeabilité et de la lavabilité + Amendement A1 (Avril 2002) • NF D63-008 (D63-008) - décembre 1997 - Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Revêtements muraux pour locaux professionnels. Évaluation du comportement à l'eau.

Code	Désignation
	<ul style="list-style-type: none"> • NF D63-009 (D63-009) - décembre 1997 - Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Revêtements muraux pour locaux professionnels. Évaluation de la cohésion. • NF EN 259-1 (D63-005-1) - Juin 01 <p>Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Partie 1 : spécifications</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 259-2 (D63-005-2) - Juin 01 <p>Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Partie 2 : détermination de la résistance à l'impact</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 233 (D63-002) - Janv. 17 <p>Revêtements muraux en rouleaux - Spécification des papiers peints finis, des revêtements muraux vinyles et des revêtements muraux en plastique</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 234 (D63-003) - Juin 89 <p>Revêtements muraux en rouleaux - Spécification pour revêtements muraux pour décoration ultérieure + Amendement A1 (décembre 1996)</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN 266 (D63-004) - Avril 92 <p>Revêtements muraux en rouleaux - Spécification pour revêtements muraux textiles</p> <p>Structures en acier</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-1 (T34-555-1) - Sept. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 1 : introduction générale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-2 (T34-555-2) - Sept. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 2 : classification des environnements.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-3 (T34-555-3) - Oct. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 3 : conception et dispositions constructives.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-4 (T34-555-4) - Sept. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 4 : types de surface et préparation de surface.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-5 (T34-555-5) - Nov. 07 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 5 : systèmes de peinture</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-6 (T34-555-6) - Sept. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 6 : essais de performance en laboratoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-7 (T34-555-7) - Oct. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 7 : exécution et surveillance des travaux de peinture.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 12944-8 (T34-555-8) - Oct. 98 <p>Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 8 : développement de spécifications pour les travaux neufs et l'entretien.</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF ISO 20340 (T34-602) - juin 2009 - Peintures et vernis - Exigences de performance relatives aux systèmes de peinture pour la protection des structures offshore et structures associées - Autres Normes • NF T36-001 (T36-001) - juin 1988 - Peintures - Dictionnaire technique des peintures et des travaux d'application • NF T36-005 (T36-005) - Juil. 10 <p>Peintures et vernis - Caractérisation des produits de peintures</p> <ul style="list-style-type: none"> • NF EN ISO 9514 (T30-138) - octobre 2005 - Peintures et vernis - Détermination du délai maximal d'utilisation après mélange des systèmes de revêtement multicomposants - Préparation et conditionnement des échantillons et lignes directrices pour les essais • NF EN ISO 4618 (T36-001) - Nov. 14 <p>Peintures et vernis - Termes et définitions</p> <ul style="list-style-type: none"> • T30-806 (T30-806) - Sept. 91 <p>Peintures et vernis - Travaux de peinture des bâtiments - Schéma de contrat d'entretien périodique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • T72-086 (T72-086) - septembre 1991 - Produits de protection du bois - Lasures - Essai de vieillissement climatique naturel.
10.1.5.4	<p>Procédés et produits de techniques non courantes</p> <p>Pour les Avis Techniques et les procédures ATEX concernant les procédés et produits de techniques non courantes, l'entrepreneur se reportera aux clauses des Documents généraux d'Avis Technique.</p>
10.1.5.5	<p>Règles professionnelles</p> <p>L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).</p> <p>La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « www.qualiteconstruction.com/c2p » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir pris connaissance.</p> <p>La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature du marché.</p> <p>Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produit ou procédé devra vérifier, auprès de son Assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.</p> <p>Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette « mise en observation » ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.</p> <p>En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couvert par ses assureurs.</p>
10.1.5.6	<p>Documents du programme PACTE</p> <p>Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur titulaire du présent marché devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs Recommandations professionnelles RAGE ou d'un ou plusieurs Guide RAGE/PACTE dont la liste est disponible sur le site www.programmepacte.fr.</p> <p>Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.</p> <p>S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.</p>
10.1.5.7	<p>Règlementations concernant les matériaux et produits</p> <p>A. Marques de qualité</p> <p>Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « Marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante. Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.</p>

Code	Désignation
10.1.5.8	<p>Réglementation sécurité incendie</p> <p>L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment la réaction au feu des revêtements de la famille des peintures qui doit respecter les prescriptions des règlements applicables aux différents types de construction.</p>
10.1.5.9	<p>Réglementation accessibilité</p> <p>Afin de garantir la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> établissements recevant du public et installations ouvertes au public : <ul style="list-style-type: none"> réhabilitation de l'existant : l'article R111-19-7 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. ». <p>L'obligation d'accessibilité totale de l'établissement porte sur les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant de catégorie 1 à 4. Concernant les établissements recevant du public de 5ème catégorie, une partie du bâtiment (ou de l'installation) est obligatoirement accessible à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu (Article R111-19-8 du Code de la Construction et de l'Habitation). L'obligation d'accessibilité porte également sur les installations ouvertes au public existantes.</p> <p>Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter au minimum les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :</p> <ul style="list-style-type: none"> dispositions relatives aux cheminements extérieurs, dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation, dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales, dispositions relatives aux circulations intérieures verticales, dispositions relatives aux portes, portiques et sas, dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande, dispositions relatives à l'information et à la signalisation, dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux, <ul style="list-style-type: none"> nouvelle construction : les établissements recevant du public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements (article R111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation). <p>Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :</p> <ul style="list-style-type: none"> dispositions relatives aux cheminements extérieurs, dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation, dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales, dispositions relatives aux circulations intérieures verticales, dispositions relatives aux portes, portiques et sas, dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande, dispositions relatives à l'information et à la signalisation, dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux, <ul style="list-style-type: none"> bâtiments à habitation collectifs et maisons individuelles : <ul style="list-style-type: none"> réhabilitation : l'article R111-18-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. » <p>L'obligation d'accessibilité d'un bâtiment à habitation collectifs porte sur les équipements jouant un rôle en matière d'accessibilité disposés dans les circulations communes et dans les locaux collectifs qui sont susceptibles d'être utilisés par les habitants ou les visiteurs.</p> <p>L'obligation porte également sur un bâtiment ou une partie d'un bâtiment à habitation collectifs lorsque sont entrepris des travaux de modification ou d'extension ou des travaux de création de logements dans un bâtiment existant par changement de destination (article R111-18-8 du Code de la Construction et de l'Habitation) ou lorsque le rapport du coût des travaux à la valeur du bâtiment est supérieur ou égal à 80 % (article R111-18-9 du Code de la Construction et de l'Habitation).</p> <p>Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :</p> <ul style="list-style-type: none"> dispositions relatives aux cheminements extérieurs, dispositions relatives aux bâtiments, dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes, dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes, dispositions relatives aux portes, portiques et sas des parties communes, dispositions relatives aux équipements et aux dispositifs de commande et de service des parties communes, dispositions relatives à l'information et à la signalisation, dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux, <ul style="list-style-type: none"> construction nouvelle : les bâtiments à habitation collectifs et leurs abords (article R111-18 du Code de la Construction et de l'Habitation) ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire déposé à compter du 1er janvier 2008, ainsi que les maisons individuelles nouvellement construites destinées à être louées, mises à dispositions ou être vendues (article R111-18-4 du Code de la Construction et de l'Habitation) doivent être construits et aménagés de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. <p>Pour le présent lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur</p>

Code	Désignation
	<p>construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dispositions relatives aux cheminements extérieurs, • dispositions relatives aux bâtiments, • dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes, • dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes, • dispositions relatives aux portes, portiques et sas des parties communes, • dispositions relatives aux équipements et aux dispositifs de commande et de service des parties communes, • dispositions relatives à l'information et à la signalisation, • dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux.
10.1.5.10	<p>Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier</p> <p>Pour la réglementation concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la sécurité et la protection de la santé sur le chantier • la sécurité des ouvriers contre les chutes • la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante <p>l'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.</p>
10.1.5.11	<p>Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier</p> <p>A. Déchets de chantier</p> <p>La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.</p> <p>A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code de l'environnement • circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics • circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux • arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement • recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment. <p>A.2 Déchets de démolition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation • arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments. <p>A.3 Déchets dangereux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux. <p>A.4 Déchets d'amiante</p> <ul style="list-style-type: none"> • Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes • circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment. <p>A.5 Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement. <p>B. Bruits de chantier</p> <p>La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation • l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements, • le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit, • les comportements anormalement bruyants. • les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux. • le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage • l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage. <p>Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique. <p>B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier</p> <p>Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement • directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » • arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments • arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
10.2	<p><u>DESCRIPTION DES TRAVAUX</u></p>
10.2.1	<p>PRORATA - PREPARATIONS</p>
10.2.1.1	<p>Cantonement de chantier propre à l'entreprise</p> <p>Conformément au PGC, chaque entreprise devra procéder à l'installation, au raccordement, à l'entretien et à la location du cantonnement propre au personnel de l'entreprise</p> <p>Ce cantonnement concerne les bungalows de rangement et toute autre installation spécifique</p> <p>En fin de chantier, l'entreprise devra le repli des bungalows et la remise en état du terrain</p> <p>Localisation : <i>Cantonement de chantier propre à l'entreprise</i></p>

Code	Désignation
10.2.1.2	<p>Echantillons</p> <p>Les entreprises devront proposer les différents échantillons demandés par le maître d'ouvrages afin de valider les choix des matériaux</p> <p>Les échantillons correspondront au produits demandés dans le présent cahier des charges</p> <p>Les entreprises pourront également proposer en complément des produits de qualité identiques ayant une esthétique différents pour élargir le choix des produits</p> <p>Les échantillons présentés par les entreprises devront être des produits conformes au cahier des charges et ne provoquant pas de plus value</p> <p>En cas de matériaux plus cher proposé par les entreprises, aucune plus value ne sera acceptée</p> <p>Pour les matériaux entraînant des plus value, les entreprises devront en informer la maîtrise d'ouvrages et la maîtrise d'oeuvre à la remise des échantillons et marquer ces échantillons</p> <p>L'ensemble des échantillons seront remis lors d'une réunion préparatoire dédiée au choix de ces produits</p>
10.2.1.3	<p>NETTOYAGE - DESINFECTION</p> <p>Chaque entreprise devra maintenir le chantier propre</p> <p>Chaque entreprise devra le chargement et l'évacuation de ses gravois de façon régulière afin de maintenir le chantier propre en permanence</p> <p>Dans le cadre de la protection des personnes face au COVID 19, chaque entreprise devra procéder à la désinfection des surfaces de contact usuelles de façon régulière conformément aux recommandations du guide édité par l'OPPBTP</p> <p>Cette désinfection concerne par exemple : les poignées de porte des locaux communs et des circulations sur le chantier, les surfaces de travail, le mobilier, les outils manuels collectifs, les commandes des différents véhicules ou engins de chantier</p> <p>Il est recommandé de procéder à cette désinfection avant la mise en contact avec ces surfaces par les moyens adaptés</p> <p>Il sera également nécessaire de procéder régulièrement aux désinfections complémentaires des postes de travail ou des véhicules et engins de chantier selon la fréquence recommandée dans le guide</p> <p>Chaque entreprise devra pour ce faire équiper l'ensemble de son personnel des fournitures nécessaires à cette désinfection : gel hydroalcoolique, lingettes, sac de collecte des déchets</p> <p>Ces fournitures devront être mises à disposition en quantité suffisante pour l'ensemble du personnel de l'entreprise</p> <p>En complément, l'entreprise devra fournir à son personnel de façon individuelle l'ensemble des fournitures nécessaires au respect des règles de distanciation en équipant chaque personnel de gants, masques adaptés, gel hydroalcoolique et/ou lingettes désinfectantes</p>
10.2.1.4	<p>PRORATA</p> <p>L'entreprise titulaire du lot gros œuvre se chargera de la gestion du compte PRORATA</p> <p>Elle fera son affaire de demander ou non une avance pour frais de compte PRORATA</p> <p>Ces frais couvriront les consommations en eau et électricité du chantier ainsi que les frais de location des comptages</p> <p>Le compte PRORATA prendra en charge les frais d'entretien du cantonnement commun (salle de réunion, sanitaire de chantier, vestiaires et réfectoires)</p> <p>Le compte PRORATA servira également à régler les travaux reconnus d'utilité à l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier</p> <p>L'entreprise gérante du compte PRORATA établira mensuellement des situations de compte PRORATA pour chaque entreprise et transmettra à l'ensemble des intervenants un décompte des dépenses réalisées par ce compte y compris le maître d'œuvre afin de valider ces dépenses</p> <p>Les frais d'installation, de replis, de raccordement et de location du cantonnement de chantier commun seront pris en charge intégralement par le lot gros œuvre (sanitaire de chantier, salle de réunion/bureau, vestiaires, réfectoires)</p> <p>Localisation : Prévoir 2.0% du montant du marché en provision</p>
10.2.2	<p>PEINTURES - REVETEMENTS MURAUX</p>
10.2.2.1	<p>Préparation des supports</p> <p>Les prix de ces préparations sont inclus dans les prix des prestations de peinture ou de papier</p> <p>Sur les murs ou cloison placo : reprise des enduits de bandes et égrenage</p> <p>Application d'une peinture d'impression</p> <p>Sur les supports béton cellulaire : Enduisage à l'enduit gras</p> <p>Ponçage soigné et égrenage</p> <p>Peinture d'impression</p> <p>Sur les supports béton ou enduits : Débullage</p> <p>Dégraissage</p> <p>Enduit pelliculaire suivant besoins</p> <p>Ponçage soigné et égrenage</p> <p>Peinture d'impression</p> <p>Localisation : Préparation de l'ensemble des supports</p>
10.2.2.2	<p>Joint de finition</p> <p>Réalisation des joints de finition acrylique pour parfaire les finitions avant peintures</p> <p>En périphérie de toutes les baies extérieures et sur les 4 faces, l'entreprise réalisera une joint acrylique de finition et d'étanchéité à l'air</p> <p>En périphérie des différents bâtis de placards et blocs porte intérieurs</p> <p>En cueillie des plinthes</p> <p>Sous la plinthe entre le sol et la plinthe</p> <p>Entre les cornières périphérique des faux plafonds et les murs</p> <p>Localisation : Joints de finition avant mise en peinture des différents ouvrages (plafonds, plinthes, baies, placards, huisseries etc ...)</p>
10.2.2.3	<p>Peinture finition soignée lessivable en plafond</p>

Code	Désignation
	<p>Après préparation soignée des supports Impression application en 3 passes d'une peinture finition satinée Peinture lessivable acrylique Teinte au choix de l'architecte Façon de joint acrylique en périphérie des baies Localisation : <i>Plafonds en plaques de plâtre restant apparents (local PAC, rangements intérieurs et extérieurs, ménage, poussettes, laverie)</i> <i>Sur les habillages en faux plafonds</i></p>
10.2.2.4	<p>Peinture sur boiseries</p> <p>Après ponçage, rebouchage et impression des boiseries neuves : Lessivage, ponçage et rebouchage Application de 2 couches de microporeuse pour boiseries teinte au choix du maître d'ouvrage Finition lisse satinée Localisation : <i>Sur l'ensemble des ouvrages de menuiseries intérieures : bâtis des blocs portes de distribution, tablettes de fenêtres, encadrements de baies, bâtis et façades de placards, de gaines techniques, plinthes, lisses medium, encadrements de baies et portes, ouvrages divers de menuiseries</i></p>
10.2.2.5	<p>Vernissage sur bois</p> <p>Application soignée de vernis sur les bois restant apparents comprenant : Application d'une première couche diluée ponçage fin pour éliminer les peluches et obtenir un support lisse Application de 3 couches de vernis incolore aspect satiné ponçage entre chaque couche Localisation : <i>Sur les bâtis de portes avec parement stratifié, les champs de porte</i></p>
10.2.2.6	<p>Peinture sur maçonneries</p> <p>Mise en peinture de maçonneries intérieures comprenant : La préparation des supports par brossage et dépoussiérage soigné Application au rouleau en 2 passes croisée d'une peinture en phase aqueuse sans solvant Finition aspect satinée Localisation : <i>L'ensemble des murs dans le local rangement et local PAC, murs dans le local rangement extérieur préau</i></p>
10.2.2.7	<p>Peinture en mur finition satinée</p> <p>Murs à parements plaques de plâtre ou enduit plâtre Après préparation des supports (ponçage et ratissage des bandes ou supports poreux), application de 2 couches de peinture Peinture satinée pour la décoration des murs et des boiseries, à base de copolymères acryliques en dispersion aqueuse. Classification AFNOR : • NF T 36-005 - Famille I - Classe 7 b 2. Catégorie / Valeur COV : • Valeur limite UE pour ce produit (cat. A/a) : 30 g/l (2010). • Ce produit contient maximum 30 g/l COV. • Les valeurs COV indiquées tiennent compte de nos colorants. Emissions dans l'air intérieur : • Classe A. Teinte à définir avec le maître d'ouvrages Localisation : <i>Pour l'ensemble des murs dans les différents locaux non faïencés ou sans revêtement mural, y compris les différents placards, rangements, placards et gaines techniques</i></p>
10.2.2.8	<p>Peinture sur ouvrages métalliques</p> <p>Préparation des supports par dépoussiérage, dégraissage et décalaminage Application d'une couche de peinture anti rouille Ponçage léger Application de 2 couches de peinture finition satinée lisse pour ouvrages métalliques Localisation : <i>Dauphins en pieds de chute EP</i> <i>Huisseries métalliques</i> <i>Ouvrages métalliques non laqués</i></p>
10.2.2.9	<p>Peinture de sol sablée</p> <p>Préparation des sols comprenant :brossage, grenailage, ponçage suivant besoins Ragréage P3 suivant état des supports Application d'un primaire SOL 300 Application de 2 couches de peinture époxydique de type ULTRASOL AUTOLISSANT Saupoudrage d'un sable siliceux pour rendre le sol anti dérapant après séchage Balayage du surplus Façon de plinthe en remontée périphérique hauteur 15 cm Localisation : <i>Sols dans le local PAC - les rangements extérieurs (bâtiment et préau), le local poussettes</i> <i>Remontée en plinthes</i></p>

Code	Désignation
10.2.2.10	<p>Peinture canalisations</p> <p>Préparation des supports adaptée à la nature des canalisations Impression et primaire Peinture finition lissée satinée adaptée à la nature des supports Localisation : <i>Ensemble des canalisations apparentes de toute nature sur le programme</i></p>
10.2.2.11	<p>Nettoyage OPR</p> <p>Avant l'exécution des OPR, il sera demandé à l'entreprise de procéder à un nettoyage des différents locaux, sols, murs, équipements permettant d'effectuer ces opérations dans les meilleures conditions possibles Localisation : <i>Nettoyage préparatoire pour OPR sur l'ensemble de l'établissement</i></p>
10.2.2.12	<p>Nettoyage de livraison</p> <p>L'entreprise réalisera un nettoyage soigné de l'ensemble des locaux Les produits employés seront adaptés à la nature des matériaux Ces travaux comprennent le nettoyage des sols, des murs, des baies extérieures compris vitrages, des mobiliers intérieurs, des menuiseries intérieures compris vitrages, des équipements intérieurs de toute nature, des sanitaires et de leurs accessoires Après nettoyage, le maître d'ouvrage devra être en mesure d'aménager dans les locaux et de les mettre en exploitation sans autre intervention L'entrepreneur procédera au nettoyage extérieur des abords immédiats des bâtiments et procédera à l'évacuation des gravois propre à son intervention Ce nettoyage devra permettre l'emménagement immédiat dans les locaux Localisation : <i>Nettoyage complet des locaux et abords périphérique pour livraison définitive du programme</i></p>